

Le BTP renoue avec la croissance

Après deux années difficiles, les entreprises du BTP ont bénéficié d'un regain d'activité en 2011. À la suite d'un premier semestre soutenu, une inflexion de la demande a été perceptible à partir d'octobre. Les perspectives pour 2012 restent empreintes d'une relative prudence.

Un report de travaux sur les premiers mois de 2011, lié aux intempéries de fin 2010, mais aussi l'intensification des chantiers dans les travaux publics (grands projets régionaux comme la ligne à grande vitesse Est européenne) ont entraîné un net raffermissement de l'activité. Le gros œuvre a aussi profité d'une demande privée plus présente. Mais à la sortie de l'été, le climat d'incertitude internationale et surtout les restrictions imposées à la dépense publique ont freiné les lancements de travaux et pesé sur la reconstitution des carnets de commande.

Sur l'ensemble de l'année, l'activité des entreprises du BTP s'inscrit en nette hausse par rapport à 2010 : le



chiffre d'affaires du secteur s'est redressé (+5,3 % après -2,7 %). Le gros œuvre contribue à ce bon niveau de performance avec une progression de 7 %, après le repli de 3 % observé l'année précédente. La croissance dans le second œuvre est moins importante. Après avoir été durement éprouvé au cours des deux dernières années, le secteur des travaux publics enregistre la plus forte progression, avec une croissance de 8,4 %.

L'emploi a profité de la bonne orientation de l'activité avec un recours accru à l'intérim.

Dans le même temps, malgré cette activité en hausse, les dépenses d'investissements demeurent inférieures à celles de 2010, les incertitudes sur les renouvellements des carnets de commande ayant pesé sur les décisions des chefs d'entreprise.

Les perspectives pour 2012 restent empreintes d'une relative prudence. Dans le gros œuvre et les travaux publics, les entreprises anticipent une légère contraction de l'activité, après une année 2011 particulièrement soutenue. Dans son ensemble, le secteur du BTP pourrait connaître une progression limitée à 0,5 % en Alsace. Alors que 54 % des entreprises s'attendent à une stabilisation des carnets de commande, 38 % anticipent une contraction du volant d'affaires. À l'exception du gros œuvre et des travaux publics, les investissements pourraient reprendre en cours d'année, au gré des marchés obtenus.

Philippe BOHN
Banque de France

